

# Les facteurs de réussite d'un hub

TRADING FORUM. *Le rapport du Conseil Fédéral sur le secteur des matières premières devrait être finalisé la semaine prochaine.*

NICOLETTE DE JONCAIRE

Conçu originellement pour les étudiants du Diplôme d'études avancées en négoce (Diploma of Advanced Studies in Commodity Trading) et la maîtrise universitaire en commerce international (Master of Arts in International Trading, Commodity Finance and Shipping), le Trading Forum organisé par le Geneva Trading and Shipping Association (GTSA) et la Faculté des Sciences économiques et sociales de l'Université de Genève, est devenu un lieu d'échanges entre membres du secteur du négoce des matières premières, acteurs financiers et autorités politiques.

Pour sa cinquième édition, hier à Genève, le Forum abordait le thème de la place genevoise comme plaque tournante du négoce des matières premières. L'Asie et le Moyen-Orient sont souvent cités parmi les concurrents possibles. Pourquoi les grandes maisons de trading seraient-elles enclines à se recentrer? L'expertise réunie à Genève en matière de transport, d'assurances, d'inspection et de compétence légale est-elle suffisante à les retenir? Plus que tout autre facteur peut-être, c'est la compétence en matière de financement des flux d'échanges de commodities qui fait l'attractivité de la place. Les débats visaient à mettre en évidence les principaux facteurs qui sous-tendent la réussite de Genève et d'identifier les défis auxquels la place se voit confrontée.

Après quelques mots d'introduction du Professeur Bernard Morard, doyen de la Faculté des sciences

économiques et sociales, et du Conseiller d'Etat Pierre-François Unger, Cyril Pasche, Relationship Manager pour le Trade Finance à la BCGE a ouvert les débats, clos en fin de conférence par Jacques-Olivier Thomann, président du GTSA.

La première session s'est penchée sur la pertinence de l'ancrage historique et géographique. Matthieu Leimgruber, professeur FNS à l'Institut d'histoire économique Paul Bairoch de l'Université de Genève a replacé le pôle Suisse dans une perspective historique, rappelant le rôle précoce de maisons aujourd'hui disparues comme Volkart, UTC, Diethelm ou plus récemment André et l'établissement de plusieurs centaines de multinationales dans le pays entre 1956 et 1961. Sans oublier le rôle de BNP Paribas dans le développement du Trade Finance au cours des années 1970. Nicolas Tamari, CEO de Sucafina et président de l'Association Suisse des Négociants en café (ASNC) a fait observer l'allongement actuel des délais de paiement et l'exigence de plus en plus grande d'une certification de durabilité, exigée des consommateurs de café. Les atouts de Genève? Le mix de compétence et l'engagement à long terme vis-à-vis du secteur. Enfin, Alexandre Karrer, secrétaire d'Etat suppléant chargé des questions financières et fiscales internationales au sein du Département fédéral des finances, a abordé la réglementation du secteur et la cohérence entre réglementation supranationale et législation nationale, rappelant que toute réforme devrait prendre en compte la compétitivité fiscale, les

besoins de financement et l'acceptation du secteur. Rappelant que la crise a exigé une régulation globale du marché financier, il a souligné les différences entre négoce physique et finance en termes de dérivés, de shadow banking et de blanchiment. Très attendu, le rapport du Conseil Fédéral sur le secteur des matières premières devrait être finalisé la semaine prochaine.

L'impact économique sur la Suisse du départ des maisons de négoce serait considérable d'après les chiffres avancés par Martin Hess, chef-économiste de l'Association Suisse des Banquiers (SBA). Sur la base d'une estimation du KOF de 3,5% du PIB, chaque employé du secteur des commodities rapporte en moyenne 2 millions de francs par an, soit 10 fois plus qu'un employé de banque et 20 fois plus qu'un employé des autres secteurs. L'effet de cluster est immense tant en emplois dérivés (2,7 emplois supplémentaires par emploi du négoce) qu'en chiffre d'affaires bancaire (1500 milliards de dollars de crédit octroyé chaque année). La SBA prépare elle-aussi un rapport qui devrait sortir la semaine prochaine. Le resserrement, dû à la réduction de la taille des bilans bancaires et aux contraintes de liquidité imposées par la réglementation Bâle III, présente des risques potentiels pour le financement des flux de matières premières dont les volumes et les montants ont cru sensiblement au cours des dix dernières années. Le défi consiste donc à trouver des ressources complémentaires pour accompagner le secteur. Les investisseurs privés seraient-ils suscep-

tibles de se substituer aux banques dans le financement du négoce? Peut-être si les rendements répondaient à leurs attentes. Le débat reste ouvert entre Guillaume de La Ville, ancien de BNP Paribas, et Yves Bonzon, CIO de Pictet Wealth Management.

Longtemps discret, le marché des matières premières a vu sa visibilité s'accroître avec la multiplication des acteurs et une augmentation des prix qui gonfle les chiffres d'affaire alors que les marges proviennent essentiellement de la logistique et non du trading. Comment la Suisse se positionnera-t-elle vis-à-vis des législations globales et comment l'expertise suisse contribuera-t-elle à l'évolution de ces législations? Sur ce sujet au cœur des préoccupations du secteur, le professeur Craig Pirrong, directeur, de l'Institut de

Global Energy Management du Bauer College of Business de l'Université de Houston, Stéphane Graber, secrétaire-général du GTSA, Markus Leitner, du Département fédéral des affaires étrangères et Bertrand Bosc, directeur à Genève du Lansing Trade Group ont apporté les points de vue de la communauté du négoce et des autorités. Selon Stéphane Graber, l'introduction de nouvelles réglementations unilatérales serait à la fois nuisible pour la Suisse et inefficace dans une activité globale par essence. Pour Bertrand Bosc, Genève réunit un ensemble de compétences et d'expertises que Singapour n'est pas près d'égaliser. Point majeur à noter: de l'avis général, la spéculation financière ne fait pas monter les prix à long terme mais augmente la volatilité. Avec un

effet dommageable tant sur les négociants que sur les producteurs. Quant au besoin de proximité des grands centres de consommation du Sud-est asiatique qui favoriserait Singapour, il reste questionnable.

**CHAQUE EMPLOYÉ  
DU SECTEUR  
DES COMMODITIES  
RAPPORTE EN MOYENNE  
2 MILLIONS DE FRANCS  
PAR AN À LA SUISSE  
EN TERMES DE PIB.**